



ATD
QUART MONDE



La misère est violence - Rompre le silence - Chercher la paix.

Recherche action 2009-2012 et Colloque international

Conclusions

Août 2012

Le Mouvement international ATD Quart Monde a mené pendant trois années une action d'élaboration de connaissance sur « misère, violence et paix » qui a associé plus de mille personnes à travers le monde. Cinq séminaires régionaux ont permis de dégager petit à petit des thématiques en fonction des réalités locales et des points communs. Un colloque international pour croiser ces travaux de connaissance avec des représentants du monde universitaire, de l'action et des institutions internationales a été organisé en janvier 2012 à Pierrelaye/France. Une journée publique à la maison de l'Unesco à Paris a présenté les travaux à un public plus large. Les conclusions présentées dans ce document ont été rédigées par un groupe représentatif des participants à ce colloque.

	Pages
- Démarche d'élaboration de connaissance « misère, violence et paix »	2
- Synthèse des travaux	3 à 9
- Évaluations de participants au colloque international	10
- Propositions d'engagements	11

Démarche d'élaboration de connaissance « misère, violence et paix »

Dans le cadre de son programme d'action 2008-2012 « S'unir pour un monde sans misère », le Mouvement international ATD Quart Monde a lancé une action d'élaboration de connaissance en vue de renouveler sa propre connaissance et d'interpeller les instances locales, nationales et internationales sur les violences subies et les conditions pour bâtir la paix en milieu d'extrême pauvreté.

Des équipes du Mouvement ATD Quart Monde présentes dans 25 pays ¹ ont participé à cette recherche. Plus de mille personnes ont été impliquées. Trois cent personnes ont participé à cinq séminaires ² qui ont été organisés à travers le monde. Dans chacun de ces séminaires ont travaillé ensemble des membres d'ATD Quart Monde : militants ayant l'expérience de l'extrême pauvreté, volontaires permanents et alliés engagés dans leur profession. Le travail d'écriture a été effectué en trois langues véhiculaires : français, anglais, espagnol en donnant place à chaque fois aux autres langues des participants pour qu'ils puissent s'exprimer et penser dans leur langue maternelle : allemand, arabe, aymara, créole haïtien, mauricien et réunionnais, malgache, mooré, quechua, sango, suisse-allemand, swahili, tagalog et wolof.

La démarche d'élaboration de connaissance s'est appuyée sur la dynamique du croisement des savoirs ³ qui reconnaît les personnes confrontées à l'extrême pauvreté comme les premiers acteurs de leur propre connaissance et crée les conditions pour qu'ils puissent l'élaborer en autonomie au sein de leur propre groupe d'appartenance avant de la croiser avec d'autres groupes, acteurs professionnels, associatifs ou universitaires.

En prenant en compte la réalité des différents contextes, voici les questions qui ont été travaillées : « *Qu'est-ce qui est le plus violent*

pour moi dans ma vie ? Quelles sont les conséquences de ces violences ? Comment je résiste ? Comment je peux rompre le silence ? La paix pour moi, qu'est-ce que cela veut dire ? De quelle paix je parle, de quelle paix j'ai besoin ? Comment je suis acteur de paix ? »

Une quarantaine de membres du Mouvement ATD Quart Monde ayant pris part à ces travaux ont participé en janvier 2012 à un colloque international pour mettre en commun leurs connaissances de manière à pouvoir ensuite les mettre en dialogue les deux jours suivants avec 25 invités ⁴ : universitaires, acteurs de terrains, responsables institutionnels et politiques qui eux aussi avaient travaillé et ont fait des apports sur les questions de la violence et de la paix. Le dernier jour, à la maison de l'Unesco à Paris, l'ensemble des participants au colloque a restitué ce travail à un public plus large de 450 personnes

1 Allemagne, Belgique, Bolivie, Burkina Faso, Canada, Côte d'Ivoire, Égypte, Espagne, États-Unis, France métropolitaine et Île de la Réunion, Guatemala, Haïti, Honduras, République de l'Île Maurice, Irlande, Liban, Madagascar, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Suisse.

2 Séminaire international de Grand Baie - Ile Maurice, décembre 2009 : « La misère, c'est des injustices et des violences dans tous les sens », Séminaire international de Lima - Pérou, août 2010 : « Romper el silencio », « Rompre le silence », Séminaire international de Frimhurst - Grande Bretagne, mars 2011 : « Poverty is Violence - Speak out for Peace », « La misère est violence - faisons entendre nos voix pour la paix », Séminaire international de Pierrelaye - France, juin 2011 : « Nos vies sont faites de violences, il faut lutter pour tout », Séminaire international de Dakar juillet 2011 : « C'est la misère même qui est une violence. Si la misère s'arrête, la paix prend la place »

3 Charte du croisement des savoirs :

<http://www.atd-quartmonde.fr/?Charte-du-croisement-des-savoirs>

4 En plus de pays cités plus haut : Brésil, Japon, Kenya, Mexique, Paraguay, Pologne, Vietnam.

La misère est violence - Rompre le silence - Chercher la paix
Recherche action 2009 - 2012 et Colloque international
Synthèse des travaux

« La violence du mépris et de l'indifférence crée la misère, car elle conduit inexorablement à l'exclusion, au rejet d'un homme par les autres hommes. »

Joseph Wresinski ⁵

Il n'est pas possible de vivre en paix tant que persiste la condition inhumaine de l'extrême pauvreté. Réduite à des manques de nourriture, de revenus, de logement, de savoir, celle-ci est trop souvent banalisée. Pourtant, quand nous nous mettons en situation de comprendre et d'apprendre à partir des personnes qui subissent ces conditions, d'autres réalités apparaissent : celles de véritables violences faites sur les personnes, qui vont de pair avec le déni des droits fondamentaux. Les privations matérielles enferment dans la survie ; l'insécurité peut provoquer l'éclatement de la famille ; l'exploitation est telle qu'elle ne laisse aucune chance de développer ses capacités ; les humiliations, l'exclusion et le mépris vont jusqu'à la non-reconnaissance des personnes très pauvres comme êtres humains.

« *Nos vies sont faites de violences.* » ⁶ Ce constat interroge les actions d'aide, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, tout comme les institutions créées pour tous, mais aussi d'une manière radicale toutes les relations entre les personnes et les peuples. L'incompréhension entre les êtres humains et les réponses inadaptées résultent d'une connaissance tronquée et incomplète de la réalité. Une connaissance élaborée sans les personnes confrontées à l'extrême pauvreté est elle-même source de violence et d'abandon.

Pour sortir de ce malentendu et de cette méconnaissance, il faut « *rompre le silence* » ⁷ sur toutes ces violences vécues et sur toutes les résistances que les plus pauvres avec d'autres leur opposent. Quand des personnes vivent dans une situation « *d'injustices et de violences dans tous les sens* » ⁸, elles ne peuvent rompre le silence seules. Elles savent que cela peut se retourner contre elles. Élaborer une connaissance et une analyse plus juste demande une recherche collective et un véritable travail de libération de la parole de chacun. Les trois années de recherche et le colloque international ont permis d'en ex-

périmenter les conditions. Avec une volonté commune de changement, une confiance, une solidarité à toute épreuve pour en assumer les risques, rompre le silence permet d'oser « *faire entendre nos voix pour la paix* ». ⁹

De quelle paix parlons-nous ? « *Aborder la violence de la misère sans se mettre dans une perspective de recherche de la paix serait se condamner à rechercher des coupables. Mais avoir comme axe de recherche la paix, sans la mettre à l'épreuve de la violence de la misère et de ses conséquences, serait faire de la paix un privilège.* » ¹⁰

La paix, dans l'entourage et dans la société environnante, c'est se reconnaître mutuellement. C'est pouvoir être utile à sa famille en lui procurant des moyens d'existence digne et pouvoir être utile au milieu des autres. C'est pouvoir affirmer sa personnalité et être en paix avec soi-même.

La paix n'est pas basée sur le silence de celui qui courbe la tête parce qu'il se sait privé des moyens de se défendre. Face aux violences subies qui peuvent créer des préjudices à vie, ce sont les institutions et les États qui sont appelés à faire le premier pas pour rétablir le dialogue, en créer les conditions et en finir avec toutes ces violences.

« *Si la misère s'arrête, la paix prend la place* » ¹¹ En résistant à la violence de la misère, les plus pauvres nous invitent à comprendre ce qu'est la paix afin de la bâtir avec tous dans le monde.

⁵ In « La violence faite aux pauvres » Revue Igloos N° 39-40 (1968) http://revue-quartmonde.org/IMG/pdf/igloo-n39-40_janv-fev-mars1968-120dpiJPGgris.pdf

⁶ Thème du séminaire de Pierrelaye – France.

⁷ Thème du séminaire de Lima – Pérou.

⁸ Thème du séminaire de Grand Baie – Ile Maurice.

⁹ « Speak out for Peace » Thème du séminaire de Frimhurst – Grande Bretagne.

¹⁰ Eugen Brand, délégué général ATD Quart Monde – Conclusions journée publique à la Maison de l'Unesco à Paris.

¹¹ Thème du séminaire de Dakar – Sénégal.

La misère est violence

Ne pas être traité comme devrait être traité un être humain

« J'aimerais vivre bien, comme tout le monde, mais la vie est tellement difficile que vous êtes obligé de vivre autrement que vous le souhaitez. »¹²

« Ils te regardent avec dégoût, jusqu'à te traiter comme un ennemi. »

Aux côtés de la violence des privations se tient une autre violence, tout aussi extrême, celle liée à l'humiliation, au mépris, celle qui nie l'humanité de la personne *« Comme si pour eux on n'était pas des êtres humains. »* C'est une violence qui entraîne toutes les autres, une succession de non respect, d'humiliations, de discriminations, d'insultes, de dénis des droits fondamentaux allant jusqu'à recevoir physiquement des coups à l'école, au travail, dans la rue. *« Non seulement je n'avais rien, mais j'étais réduit à rien. »* Les personnes sont rabaissées, enfermées dans des catégories stigmatisantes, nommées par des noms indignes, voire des sigles. Quotidienne et insupportable pour celui ou celle qui la subit, cette violence est soit invisible, soit considérée comme normale et banalisée par ceux qui la commettent ou qui en sont témoins sans réagir.

« Quand des personnes nous manquent de respect en nous désignant par des mots tels que "cas social", "mauvaise mère", "incapable", "bon à rien", cela témoigne d'un jugement, d'une méconnaissance, et nous ressentons la violence d'être discriminé, inexistant, de ne pas faire partie du même monde, de ne pas être traité comme les autres humains. Ces violences quotidiennes sont des maltraitances. »

La conséquence de l'extrême violence est toujours de réduire au silence celles et ceux qui en sont les victimes. L'indifférence et le mépris auxquels sont soumis les plus pauvres sont si violents que les personnes concernées en arri-

vent à se soumettre à ces considérations, à douter d'elles-mêmes et à ne plus se voir qu'au travers des yeux des autres, inutiles, incapables, ne comptant pour rien, voire réduites à des *« à jeter »*.

La misère détruit notre humanité commune, elle crée des barrières qui rendent la communication impossible. Il y a une double violence : celle de la misère d'une part et, d'autre part, celle de l'incompréhension devant la réaction des personnes qui la subissent. Leurs pleurs, leurs cris sont considérés comme une manipulation ; leur colère et leur désaccord sont ressentis comme agression, et même leur silence est mal jugé. Ne plus se sentir appartenir à une même humanité empêche les plus pauvres d'oser parler de ce qu'ils ressentent. Les parents se culpabilisent de ne pouvoir offrir une vie digne à leurs enfants, de ne pouvoir les protéger de la violence qui s'installe au sein du quartier et parfois même au sein de la famille. Ces humiliations entraînent souffrance, indignation, colère, sentiment d'injustice et d'abandon. Elles ont comme conséquence la méfiance vis-à-vis du voisinage et des institutions, méfiance qui va jusqu'à fuir l'aide. *« C'est ce qui te tue, t'enlève jusqu'à l'envie de vivre. »*

Des violences institutionnelles et politiques

Les violences et injustices vécues affectent la liberté et l'intégrité physique et psychique de personnes et de familles, entravent leur avenir, affectent la cohésion d'une société. Pourtant, elles ont atteint un tel degré de banalisation qu'elles ne remettent pas sérieusement en question le fonctionnement des institutions publiques ou de la société civile dont le rôle est de permettre de vivre ensemble en humanité, de garantir la sécurité et l'accès au bien commun pour tous.

« On a construit une autoroute pour relier la ville à l'aéroport. Elle devait traverser une zone résidentielle. On a changé son tracé, et ce sont

¹² Toutes les citations en italique sont de participants à la démarche des trois années ou au colloque international, acteurs du Mouvement ATD Quart Monde ou invités.

des familles pauvres qui ont été déplacées et appauvries pour pouvoir construire cette autoroute. »

« Dans notre pays, quand nos enfants nous ont été retirés et se trouvent sous la surveillance d'une institution, nous avons seulement le droit de leur écrire une lettre à l'année où il est interdit de leur dire qu'ils vous manquent, que vous vous battez pour les récupérer, que vous les aimez, parce qu'ils disent que cela peut perturber l'enfant ! »

« Quand j'étais à l'école je n'avais pas de sac, je devais porter mes fournitures scolaires à la main. Je portais aussi des chaussures en plastique. Le maître mettait le doigt sur tout cela et il se moquait de moi. »

« Mon pays dit au reste du monde qu'il a déjà atteint l'objectif du millénaire concernant l'éducation primaire universelle, alors qu'en réalité il a élargi l'accès à l'école mais pas la qualité. Beaucoup d'enfants ratent les examens à l'âge de 10 ans ou plus et ne savent ni lire ni écrire. »

Il s'agit bien là, sous des formes diverses, de mises à l'écart, de distanciation démesurée entre les personnes et l'institution, de violences que l'institution porte et cautionne au travers de ceux qui la représentent. Trop souvent, l'institution affirme avoir tout essayé et renvoie aux personnes en difficulté la responsabilité de la violence. Parce qu'elles refusent d'entrer dans des logiques de soumission et développent d'autres stratégies de défense, elles sont jugées *« impossibles à gérer »*.

L'échec de l'institution est parfois renvoyé sur les professionnels qui doivent faire face à ces situations sans en avoir les moyens. Ceux qui essaient de se montrer solidaires, d'assumer leurs responsabilités professionnelles en tenant compte de la réalité de vie des plus pauvres, prennent des risques de mise à l'écart. L'expérience des uns et des autres et la connaissance qui en découle sont ainsi gaspillées, niées ou vues comme une menace pour l'institution et non comme une contribution dans la mise en œuvre de sa mission.

« J'ai travaillé comme travailleuse sociale. Ma responsabilité consistait à aider les personnes à développer des projets pour s'en sortir. Cependant, quand une personne rencontrait des problèmes, je devais supplier le directeur jusqu'à ce que finalement on lui donne l'aide nécessaire. Un homme âgé, indigné de ce qu'il avait reçu, est venu me dire : "Regardez, ils m'ont apporté un matelas usé et rempli de taches !" Quand je suis allée réclamer à mon superviseur, ils m'ont dit "Celui qui mendie ne peut choisir". Je me suis sentie humiliée et écœurée en même temps. »

Les violences institutionnelles deviennent des violences politiques quand elles se légitiment elles-mêmes ou quand elles sont cautionnées par l'État. C'est le cas des législations et des politiques publiques qui imposent aux institutions le maintien de personnes et populations très pauvres dans des conditions inhumaines alors que des préconisations ou des dénonciations les ont jugées contraires au principe des droits de l'homme : expulsions répétées, habitat indigne, non-assistance sanitaire et juridique, refus de scolarisation, séparation des membres d'une même famille...

Cette violence exercée par les institutions est enracinée dans des violences historiques qui n'ont été ni comprises ni reconnues comme telles. Pour cette raison, elles se perpétuent de génération en génération et désavouent des personnes, des familles et des communautés entières. Laissés sans compréhension de leur histoire et de leur résistance, les plus pauvres sont renvoyés à une image négative et honteuse de leurs origines. La méconnaissance de leur histoire maintient les préjugés et favorise l'exclusion et la discrimination.

En refusant aux personnes les moyens de la participation, l'accès aux processus démocratiques leur est interdit. Les politiques qui visent à réduire d'un certain pourcentage la pauvreté sont elles-mêmes des violences car elles affirment dès le point de départ que tous ne seront pas concernés.

Des projets d'aide et de développement non adaptés aux besoins des personnes

Dans le contexte social et économique actuel, où les projets doivent être efficaces voire rentables très vite, beaucoup d'institutions - publiques ou de la société civile - ne prennent pas le temps de connaître les personnes et familles avec lesquelles elles se proposent de travailler et de comprendre ce qu'elles vivent et espèrent. *« Une association veut aider les pauvres ; ils donnent bois, tôles, ciment, mais ils ne proposent pas de gens pour construire la maison. Si tu es une maman célibataire, que tu n'as pas d'argent pour payer la main-d'œuvre pour construire, si tu n'as pas de lieu pour abriter le matériel donné, celui-ci s'abîme, le ciment devient roche donc inutilisable. Les ONG viennent avec un projet sans cheminement avec la famille, sans connaître les réalités... »*

Les familles très pauvres ont souvent construit, au fil des années, une manière de résister basée sur la relation avec les voisins, sur la volonté de trouver des solutions communes. Tout cela est aussi important pour elles que les projets et les changements attendus. Mais quand des projets d'aide et de développement ne tiennent pas compte de ces réalités, ils risquent de casser les résistances, les forces, tout ce que les familles ont de commun, et de couper les liens même de façon involontaire.

« Nous habitons dans un quartier très pauvre, mais la plupart d'entre nous pouvait trouver du travail dans les environs. Le quartier a été détruit, et toutes les familles relogées dans un quartier dit "modèle." Nous avons des maisons, mais beaucoup ont perdu leurs petits boulots, et on ne peut pas vivre sans argent. J'ai fait mettre un article dans le journal pour dire que nous avons besoin d'aide. Sans concertation avec nous, un camion est venu déverser au pied du quartier des tonnes de vêtements. Des photographes étaient là pour montrer cette aide. Mais cela a semé la discorde entre les habitants. Nous avons besoin d'être aidés pour que les enfants réussissent et s'intègrent à l'école, (...) pour que notre quartier soit mieux accepté par le reste de la ville. Cette aide nous a enfoncés au lieu de nous aider. »

Un projet qui ne s'appuie pas sur les relations existantes entre les personnes est en soi un projet inadapté. Quand il arrive à son terme, la vie des personnes en situation de pauvreté est plus difficile qu'avant. Ce type de projet divise les communautés et les plus pauvres sont encore plus affaiblis et appauvris.

« Nous avons des ONG qui marchent derrière nous ici, qui amènent beaucoup d'argent, qui amènent beaucoup de choses, mais ce n'est rien. Ils ne peuvent pas combattre la misère ni la pauvreté parce qu'ils ne connaissent pas à qui il faut adresser ce qu'ils apportent. Ils s'adressent aux plus intelligents, ils séparent, ils mettent des violences. Ils viennent donner du riz pendant six mois à quelqu'un, et le plus pauvre, ils ne passent pas chez lui. Ça, c'est la violence. La façon d'agir comme ça sépare les gens. »

Nous sommes une fois encore ramenés à la question de la connaissance et de la relation qu'elle nécessite : quand les projets sont bâtis à partir d'une connaissance partielle, même les projets censés aider sont souvent des réponses trop petites et obligent les gens à mentir pour en bénéficier (formations professionnelles, habitat, microcrédit...) Ils se retournent contre les plus pauvres car ils n'apportent pas les changements espérés. *« L'aide, telle qu'elle est pensée, ne correspond pas à nos besoins ; nous la vivons comme imposée pour satisfaire les désirs des penseurs des projets qui veulent nous dicter leurs valeurs. »*

Nombre de propositions pour sortir de la pauvreté se basent sur la capacité de saisir des opportunités. L'échec de ne pas avoir su les saisir sera souvent imputé aux très pauvres : *« D'autres ont réussi, pourquoi pas vous ! »* Mais une opportunité est comme un billet de loterie, il gagne ou il ne gagne pas. Une opportunité n'est pas un droit, or seule la mise en place de véritables droits permet d'atteindre réellement tout le monde, sans se contenter de toucher les plus dynamiques.

Rompre le silence

« Il y a des violences inoubliables qu'on est obligé de taire. »

Face à toutes les violences, l'être humain ne perd pas conscience que ce qu'il vit est violence. Sans cette conviction, nous ne sommes pas dans un chemin de paix avec tous. Même si une personne a toujours été condamnée au silence pour survivre, personne ne peut parler à sa place. Créer les conditions pour rompre le silence, c'est d'abord comprendre pourquoi les personnes sont amenées à garder le silence.

Il y a bien sûr des silences qui concernent l'intimité et rompre le silence n'est pas étaler sa vie. Il y a des silences qui protègent car parler serait amener plus de violence. Il y a le risque de se faire des ennemis à dire la vérité. *« On refoulait tout pour que la situation n'empire pas. »* Il y a des silences de résignation parce que les personnes ne croient plus qu'on peut les prendre en compte. Elles ont l'expérience que, quand elles ont parlé, elles ont été ignorées et parfois même leurs propos ont été utilisés contre elles.

« Garder le silence est aussi une résistance pour ne pas tomber dans le cercle de la violence. Le problème, c'est que ce silence cache la violence. »

On ne peut pas rompre le silence quand on est enfermé dans la misère, qu'on se sent impuissant, coupable, en colère contre tout le monde et qu'on n'espère rien de l'avenir. Pour oser rompre le silence, pour faire sortir ce qui

submerge les personnes à l'intérieur, pour qu'elles puissent s'en libérer, il faut qu'elles soient entourées de personnes en qui elles ont confiance. Lorsque des personnes participent à des associations ou mouvements avec d'autres qui sont également confrontés à la misère, elles doivent pouvoir s'exprimer dans la liberté à partir de ce qui les mobilise ; cela leur donne de la force. Cette force permet d'oser, de se solidariser, de ne pas humilier les autres, de se sentir à égalité pour parler avec liberté dans la société. *« Nous savons où, avec qui et quand nous pouvons parler. »*

Pour les professionnels et chercheurs – tant de l'administration publique que de la société civile –, rompre le silence sur la violence de la misère c'est, au préalable, assumer le fait que, dans leurs pratiques, ils peuvent produire eux-mêmes de la violence. Ils ont bien sûr une obligation éthique, un rôle, qui leur est généralement reconnu, de dénoncer les injustices. Certains le font d'ailleurs en prenant des risques. Mais dénoncer n'est pas « rompre le silence ». Mettre fin au silence qu'on impose aux personnes qui vivent et luttent contre la violence de la misère, c'est reconnaître leur apport central de connaissance. C'est mettre en place les moyens permettant l'expression de cette connaissance et avoir la volonté de la croiser avec celle de l'université, de l'institution, de l'ONG pour élaborer un nouveau savoir qui transforme les pratiques institutionnelles, les démarches de production de connaissance et la vie quotidienne des plus pauvres.

Chercher la paix

Tant que je ne saurai pas quoi ramener à manger à mes enfants, je ne pourrai pas dire que je suis en paix. »

Une vie trop difficile empêche la paix. Les parents qui subissent la violence de la misère veulent avant tout une autre vie pour leurs enfants. Mais trop de souffrances vécues, trop d'humiliations, trop de colère, font qu'il est impossible de trouver la paix intérieure qui permettrait d'éduquer ses enfants avec un espoir pour le futur. La paix ne peut pas se bâtir en dehors de ceux qui ne l'ont pas et sans commencer à changer le quotidien

Ce n'est pas parce qu'une société vit une paix sociale ou met en œuvre un processus de paix dans les pays en conflits armés, que cette paix est aussi une paix pour les plus pauvres. Ceux-ci paient le prix des crises économiques plus que les autres et ne sont pourtant pas invités aux tables de négociations pour sortir de ces crises. Ils paient le prix des processus de paix là où les guerres civiles déchirent des pays ne récupérant pas leurs peu de biens et n'étant pas partie prenante des processus de réconciliation et de reconstruction.

« La paix, ce n'est pas seulement quand tout est OK pour toi et autour de toi. (...) Parce que la paix se vit dans une communauté, la paix se vit dans une maison, la paix se vit dans le quartier, la paix se vit dans le pays. Et moi, je suis dans une famille, je suis dans un quartier. "Comment on peut parler de paix, de quelle paix nous parlons ?" Si chaque personne se posait cette question, à chaque fois qu'elle se lève, on se dira que la paix, à laquelle nous aspirons et dont nous disons qu'elle existe, au fond n'existe pas. »

La banalisation de la violence de la misère amène à vivre dans le mensonge et à cultiver le

cynisme. Des valeurs universelles sont proclamées tout en continuant à nier la capacité des plus pauvres de vivre ces valeurs. Nous le savons, « tous » ne veut jamais dire « tous ». Nous ne pouvons pas nous contenter d'une paix qui condamne certains êtres humains à porter dans leur corps et dans leur âme les conséquences de cette violence. Sans reconnaissance des violences subies, la paix n'est pas possible.

Malgré tout, ceux qui subissent le plus durement la violence de la misère agissent au jour le jour, et parfois avec une certaine violence, pour se défendre, obligés de rivaliser pour la survie, obligés de remettre la paix à demain jusqu'à dire : *« Pour moi, la paix c'est être en dessous de la terre, être tranquille et dormir en paix. »* Certains, même après des actes très graves, ont renoncé à faire valoir leurs droits, parce que par exemple, dans des situations précises, ils avaient conscience qu'envoyer des pères ou des mères en prison n'était la solution ni pour eux-mêmes ni pour les personnes qui les avaient agressés. D'autres refusent de voir le mépris et la discrimination s'installer dans leur communauté et sont prêts à se bagarrer et à se confronter pour que le respect entre voisins demeure. D'autres portent le poids de la culpabilité parce qu'ils n'ont pas pu faire face et n'ont pu que se sauver eux-mêmes.

« Quand on ne prend pas en compte que les plus pauvres sont créateurs de paix, on ne peut pas parler de bâtir une paix. Même s'ils ne bâtissent pas la paix avec nous, parce qu'on ne les laisse pas, on pourrait au moins reconnaître qu'ils nous la donnent à nous. Alors qu'ils subissent tant de violences et que nous faisons tellement d'erreurs, le silence des plus pauvres nous donne une chance de continuer à construire. »

La construction de la paix ne doit pas seulement peser sur celles et ceux qui sont confrontés à la violence de la misère. Les institutions et les États sont appelés à faire le premier pas pour rétablir le dialogue et créer les conditions pour en finir avec toutes ces violences. Ainsi la société dans son ensemble est appelée à connaître, reconnaître et rejoindre les efforts de ceux qui résistent à la violence de la misère. La paix est une responsabilité collective qui nous engage tous.

« À partir de ce moment-là c'est ça qui peut bâtir la paix. Il faut que la personne se sente responsable de l'injustice des autres. Parce que cette injustice-là, si on ne la dénonce pas, la paix ne pourra jamais s'établir dans ce monde-là. »

C'est quand chacun de nous construit la paix à partir de l'autre, à partir du plus pauvre, que nous pouvons ensemble parler de paix.

Évaluations de participants au Colloque international

« C'était pour moi vraiment une expérience extraordinaire ; et aussi d'avoir donné la chance à tout le monde de pouvoir s'exprimer. C'est une libération du cœur, de l'âme, de l'esprit. Si on est venu à l'Unesco c'est pour déposer toute la souffrance qui se vit dans chaque famille et nous, quand on va retourner dans notre pays, on doit quand même détruire la misère. On va prendre soin des personnes qui vivent dans la misère, les prendre en considération et leur donner la première place dans la société surtout... Je ne savais pas qu'il existait un mouvement qui prend vraiment en considération, vraiment à ce point-là, l'intérêt du pauvre... Je tiens à dire qu'on ne va pas en rester là. Vous avez plein de qualités, plein de talents, chacun a une valeur à transmettre aux autres. On a besoin de personnes comme vous, comme moi pour faire un monde. Malgré nos différences, malgré nos couleurs de peau, c'est l'unité qui existe en nous. Il faut qu'on s'accroche l'un à l'autre ; quand on voit l'autre tomber, on doit aller vers elle pour la retenir, pour la soulever. J'ai un travail à faire dans mon quartier, mon village et j'espère que je saurai l'assumer. »

*Mariline Legentil,
actrice de la recherche action*

« Quand je pense à ce que j'ai appris pendant cette semaine, c'est que je ne connais pas grand chose. Malgré le fait que j'ai travaillé 40 années dans le domaine de la pauvreté, je me suis senti complètement ignorant face à ce que j'ai entendu de ces vies des personnes qui ont fait un apport. Mais ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Parce que si je pense que je sais tout, c'est là qu'il y a le problème. »

Sean Dunne, acteur de la recherche action

« Le croisement des savoirs c'est avant tout le respect de la parole de l'autre comme parole autorisée et comme savoir, de même que la disponibilité à être transformé par ce savoir.

Cela constitue un défi pour le monde universitaire, non pas parce que la parole de l'autre n'y est pas respectée, mais parce qu'elle est généralement conçue comme une source d'information à comprendre et à analyser plutôt que comme un savoir autorisé. Mais cela constitue aussi une occasion d'enrichissement, un enrichissement qui ne suppose pas de la part des universitaires de simplement capituler et de donner la parole aux « autres » mais d'écouter et d'apprendre. »

Paul Dumouchel, invité

« Situer l'extrême pauvreté comme violence permet de réviser toutes les déclarations et les traités universels des droits humains sur lesquels ont été définies les grandes orientations. Cela a d'autres implications éthiques pour les institutions, pour les organes de l'État, pour les organismes internationaux, pour les gens engagés dans des processus pour la paix, devant définir des accords de paix. Si nous allons définir l'extrême pauvreté comme violence, alors à la table de négociation doit aussi prendre place ce thème. Cela génère un champ assez intéressant de nouveaux développements, de nouvelles pensées, de nouvelles révisions. »

Guillermo Monroy, invité

« Je trouve que nous pouvons lancer davantage maintenant cette question de la paix parce que nous avons mieux compris jusqu'à quel point ce mot de la paix peut être un mot violent pour des gens qui en sont exclus. C'est-à-dire qu'une manière "légère et conceptuelle" de parler de la paix peut être un mot violent, et nous, du temps que nous n'avions pas pris conscience de ça, nous aurions fait taire les gens sur la paix. Tout ce que nous avons fait pendant trois ans va permettre, je l'espère du plus profond, qu'on ne fasse taire personne sur cette question de la paix. »

*Anne Claire Brand, membre de l'équipe
d'animation de la recherche action*

Propositions d'engagements

Cette recherche a fait émerger des propositions d'engagements à relever ensemble et à décliner chacun dans sa réalité.

1 - Reconnaître et refuser la violence faite aux pauvres et construire la paix avec eux.

- Renouveler la lutte contre la pauvreté et renouveler les engagements pour la paix : ne plus parler de misère ou de projets de lutte contre la pauvreté sans prendre en compte la violence subie par les personnes et les peuples confrontés à l'extrême pauvreté. Ne plus parler de bâtir la paix sans les personnes confrontées à la violence quotidienne de l'extrême pauvreté.
- Engager avec les plus pauvres et avec les organisations, dans lesquelles ils choisissent librement de s'exprimer, une large réflexion sur les sécurités dont chaque être humain, chaque peuple et la communauté humaine tout entière ont besoin pour vivre dignement et construire la paix au jour le jour.
- Faire entrer la question posée par la violence de la misère directement dans des instances comme le Conseil de sécurité des Nations Unies.

2 - Promouvoir la rencontre et la compréhension entre les personnes et les peuples à partir du refus de la misère.

- Bâtir des espaces de rencontre qui permettent aux personnes confrontées à l'extrême pauvreté d'élaborer librement leur pensée dans la durée et de la confronter avec les autres acteurs de la vie en société.
- Amplifier et rendre visible le courant du refus de la misère, afin d'encourager, de renforcer et de crédibiliser tous les engagements qui sont pris en solidarité et en co-responsabilité avec les plus pauvres.

3 - Renouveler la manière de produire et de valider la connaissance à partir des réalités de vie des plus pauvres.

- Fédérer les forces pour que les universitaires et les professionnels soient plus présents de façon continue dans les démarches de croisement des savoirs avec des personnes très pauvres et pour que cette démarche soit reconnue au sein même de l'université et des institutions.
- Soutenir des engagements à long terme pour rejoindre ceux qui sont les plus opprimés par la misère et créer les conditions pour leur permettre de « rompre le silence ». Progresser vers le droit de chaque être humain à pouvoir compter sur d'autres.

4 - Réhabiliter les personnes les plus défavorisées dans leur histoire collective et familiale et dans leur résistance.

- Soutenir le renouement familial et la transmission de génération en génération pour que tous les enfants puissent apprendre des efforts quotidiens de leurs parents pour résister à la violence.
- Récolter, avec les personnes et les groupes humains qui sont le moins entendus, leur histoire de résistance face à la violence de la misère et leur histoire de courage pour construire la paix.
- Réhabiliter l'histoire des familles, des groupes humains et des peuples, aujourd'hui victimes de la misère et de la honte, dans l'histoire de l'humanité.

5 - Reconnaître l'apport unique des plus pauvres à la construction de la paix entre tous les êtres humains.

- Ouvrir un chantier de croisement des savoirs avec les plus pauvres, dans le cadre des instances compétentes au sein des Nations Unies, pour élaborer des Principes directeurs pour bâtir une culture de la paix à partir du refus de la misère.
- Obtenir que l'appel du 17 Octobre « *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'Homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré* »¹³, se trouve inscrit non seulement au cœur de hauts lieux significatifs, mais aussi dans la Constitution de chaque pays.
- Faire reconnaître auprès de tous ceux qui s'investissent pour bâtir la paix dans le monde, jusqu'au Comité du prix Nobel de la paix, la contribution des personnes et des populations en grande pauvreté à la paix dans le monde.

¹³ Texte gravé en 1987 sur la « Dalle à l'honneur des victimes de la misère », parvis des Libertés et des Droits de l'homme, place du Trocadéro à Paris. Il existe 37 répliques de cette dalle à travers le monde. <http://refuserlamisere.org/article/dalle-du-trocadero>